

Caminando En marche!



Dialogue en défense de la Terre-Mère et de la vie : « Le combat continuera, grâce à nous, grâce aux femmes »

Audrey-Ann Allen, Maira de Roussan, Alexandre Maheux-Diaz, Rosa Lima Peralta and Giulietta Di Mambro

Volume 35, Number 2, 2021

Femmes, pandémie et luttes pour le territoire

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/97496ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL)

ISSN

1490-0661 (print)

2563-6464 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Allen, A.-A., de Roussan, M., Maheux-Diaz, A., Lima Peralta, R. & Di Mambro, G. (2021). Dialogue en défense de la Terre-Mère et de la vie : « Le combat continuera, grâce à nous, grâce aux femmes ». *Caminando / En marche!*, 35(2), 8–12.

Dialogue en défense de la Terre-Mère et de la vie : « Le combat continuera, grâce à nous, grâce aux femmes »

Par Audrey-Ann Allen,
Maira de Roussan, Alexandre
Maheux-Diaz, Rosa Lima Peralta
et Giulietta Di Mambro¹

Dans le cadre du Forum social mondial 2021, le colloque virtuel « Dialogue en défense de la Terre-Mère et de la vie » a rassemblé quatre femmes défenseuses d'autant de territoires d'*Abya Ayala*, soit : le Guatemala, l'Équateur, la Colombie et le Brésil. Lors de cet échange, les défenseuses ont partagé leurs défis comme leurs visions du monde et les stratégies collectives qui ont émergé pour faire face à cette pandémie, vécue comme une difficulté additionnelle, mais parmi tant d'autres, au même titre que la stigmatisation. Bien qu'il s'agisse d'un défi très difficile à relever dans une société capitaliste, extractiviste et patriarcale, les femmes s'organisent. Elles continuent à prendre soin des leurs tout en renforçant les liens qui les unissent à leur culture ancestrale. Elles exigent, de plus en plus, que leur rôle soit reconnu et rendu visible.

Être femme et défenseuse en temps de pandémie

Si la pandémie a une fois de plus mis en lumière les formes d'oppression que subissent les femmes dans les systèmes patriarcaux établis, elle a également montré le rapport puissant que les femmes entretiennent avec la terre, leur territoire et leur communauté, de même que les formes d'organisation qui leur permettent de surmonter les injustices qu'elles subissent. Les difficultés que les femmes rencontrent dans leur lutte territoriale face aux pratiques malsaines des entreprises extractives ont été étayées par Gloria :

« Il n'est pas facile pour une femme d'être une leadeuse, surtout dans une communauté si machiste. On nous a dit que nous étions des femmes au caractère... féroce. Mais comme femmes de Santander, comme García Rovirenses², comme Cerritanas³, tout ce qui a trait à la lutte pour notre territoire, à la lutte pour nos familles, à la lutte pour notre nourriture, eh bien, c'est là que nous devons être assez courageuses pour continuer à défendre nos droits, nos devoirs. Nos générations antérieures, notre génération et celles à venir seront protectrices de notre territoire. Mais (...) comme c'est dans la mire de l'extraction, les nouvelles lois sont formulées contre les paysan-ne-s, contre le *páramo*⁴ et évidemment contre les femmes et les enfants qui habitent ces territoires ».

Les femmes jouent un rôle fondamental dans les pratiques de soin, qui font partie intégrante du travail invisible qu'elles réalisent pour leurs êtres chers. Irene dénonce le fait que la quarantaine imposée par les gouvernements a généré des répercussions négatives dans la vie familiale, psychologique et émotionnelle des femmes : « Je crois que pour les femmes, l'enjeu du confinement a été un peu plus compliqué parce que les cas de violences envers les femmes ont augmenté. Le stress chez les femmes a augmenté parce qu'elles sont responsables de tout le monde, de la maison. De leurs enfants. Alors, ça aussi c'est important de le reconnaître, mais aussi d'exiger que cette question soit traitée. C'est la santé mentale des femmes, des garçons, des filles et des plus vulnérables à la maison qui, en fin de compte, qui subit toute la pression et tout ce qui peut être vécu ».

Face au contexte généralisé des violences genrées, Irene nous rappelle l'importance d'être une femme engagée pour renverser ses reproductions et mettre en évidence le rôle et les droits des femmes. « Dans un pays éminemment machiste, avec un système patriarcal, c'est un défi d'être une femme organisée qui défend les territoires. Parce qu'il y a une série de situations qui ne le permettent pas. Malgré le fait que nous ayons fait des progrès, malgré le fait que nous ayons cherché des mécanismes pour rendre visibles les droits des femmes, de visibiliser leurs contributions dans la vie quotidienne, c'est encore un défi de faire valoir les différentes demandes faites par des femmes. Je voudrais cependant mentionner ici l'importance d'être organisées. L'organisation permet de maintenir le leadership des femmes ».

Et ces formes de leadership sont extrêmement importantes parce que, comme ajoute Cláudia, elles constituent la base du maintien de la vie humaine. « Parler de territoires et parler de luttes et de résistances, c'est surtout parler de la valorisation des femmes en tant qu'agentes qui contribuent directement aux différents enjeux sociaux et environnementaux. En 2020, lorsque nous avons été confronté-e-s au problème des incendies de forêt, ce sont les femmes qui ont pris les devants et qui ont donné l'alerte. Ce sont les femmes qui ont d'abord déclenché un grand système d'alerte. Cette caractéristique de l'observation de l'espace, du territoire, est une caractéristique très forte des femmes qui en connaissent chaque centimètre. Ainsi, depuis l'année dernière, en 2019, les femmes avaient déjà averti que, dans ce biome brésilien, le Pantanal, il y aurait une grande sécheresse. Et que cela pourrait avoir de grandes répercussions sur cette région et de grandes affections



Gloria Calderón — Colombie

Femme militante et leadeuse de la Marche des femmes paysannes (Marcha de Mujeres Campesinas), de l'Association des femmes paysannes et artisanes de Cerrito Santander (ASOMUARCE). Gloria se bat pour la protection du Páramo del Almorzadero, un écosystème inter-tropical unique et essentiel, entre

autres, pour la régulation hydrique des territoires nourriciers de son biome, aujourd'hui menacé par des entreprises transnationales intéressées par l'exploitation des minéraux qui s'y trouvent. Ces entreprises menacent les modes de production et de vie des populations paysannes de Cerrito.

pour toutes les communautés traditionnelles. En 2020, lorsque les incendies ont commencé à se propager dans plusieurs régions, les femmes étaient en première ligne pour mettre en œuvre ce système d'alerte, et de plus, elles savaient même où le vent soufflait les étincelles, et quels territoires seraient alors touchés par le feu. On dit que ce sont des incendies intentionnels parce qu'ils ont été provoqués par l'action humaine, par des grands propriétaires terriens du Pantanal, et que cela a engendré un grand déséquilibre. Et c'est par la main des femmes que nous allons reconstruire tout le territoire. Ces observations, ces expériences accumulées au fil des ans auront une grande contribution dans tout ce processus de restauration. Parce que ce sont les femmes qui savent, qui gèrent, qui utilisent la forêt, les fruits indigènes, elles savent ce qu'il y a dans les eaux, elles savent comment s'occuper de la plantation, de la replantation, de beaucoup d'arbres, de beaucoup de fruits et de beaucoup de choses qui ont été perdues ».

« L'espérance vit toujours, nous continuons à lutter et à être résistantes »

Aux formes d'oppression basées sur le genre et exacerbées par le confinement forcé, s'ajoute l'intensification des injustices socioenvironnementales vécues par les peuples autochtones et les communautés paysannes. Les panélistes ont exposé diverses formes d'injustices, vécues entre autres comme une forme plus explicite de racisme systémique depuis la pandémie. En parallèle, elles offrent une posture critique sur le développement qui perpétue ces violences structurelles et contextualisent la situa-

tion actuelle de vulnérabilité des peuples autochtones dans une logique historique et décoloniale.

Tout d'abord, Cláudia a dénoncé la négligence accrue et le déni des États brésiliens face aux besoins de communication des populations éloignées : « Je pense que la pandémie de COVID-19 a mis les groupes dans une situation de vulnérabilité, mais la maladie a aussi entraîné et accentué beaucoup plus ces inégalités, notamment au niveau de la communication. Ainsi, les groupes qui avaient toujours fait des revendications et qui avaient une voix dans certains espaces n'avaient plus accès à ces espaces. Nous avons donc constaté que la majorité des communautés n'avaient pas accès à l'Internet ».

Gloria est aussi allée en ce sens, rappelant le lien direct, en temps de confinement, entre l'accès au droit à l'éducation et celui à la Toile : « Il y a une très grande disparité et l'accès à la connectivité est difficile. Nous, en tant que mères paysannes qui envoient nos enfants dans des écoles rurales, avons vu comment nos enfants n'avaient pas la possibilité d'avoir accès à quoi que ce soit en lien avec les réseaux numériques. (...) Les collègues privés ont eu la possibilité d'avoir leurs ordinateurs (...) mais nos enfants n'en ont pas eu, surtout pas ceux des zones rurales. [...] Par conséquent, les enfants de tant de paysannes n'auront pas la possibilité d'entrer à l'université, de développer la carrière à laquelle ils aspirent ».

Ces témoignages rejoignent ceux d'Irene, qui fait état des effets de la négligence des gouvernements quant à la santé physique et environnementale des peuples racisés,



Cláudia Regina de Sala Pinho — Brésil

Cláudia Regina Sala de Pinho est la coordonnatrice du Réseau des communautés traditionnelles Pantaneira (Rede de comunidades tradicionais Pantaneira). Elle œuvre au sein de l'Articulation du réseau de peuples et communautés traditionnelles du Brésil (Rede PCTs) et est conseillère au Conseil national du patrimoine génétique (CGEN). Cláudia est diplômée en sciences biologiques et maître en sciences de l'environnement de l'Université de l'État du Mato Grosso.



Martha Arotingo — Équateur

Femme autochtone et sage-femme traditionnelle. Son projet familial Partera di Anaku combine les connaissances en médecine naturelle et en sagesse ancestrale pour offrir des soins pendant la grossesse, l'accouchement et le post-partum des femmes. Martha est membre du Conseil autochtone de la médecine ancestrale, de la Confédération nationale des organisations paysannes

et noires (Confederación nacional de Organizaciones Campesinas Indígenas y Negras) et de l'Union des organisations paysannes et autochtones de Cotacachi (UNORARC), où elle s'implique au sein du Comité central des femmes, qui cherche à récupérer des terres autochtones pour assurer leur souveraineté.



Irene Barrientos — Guatemala

Femme autochtone du peuple Maya Qeqchi. Elle est militante au Comité de Unidad Campesina (CUC) depuis 15 ans. Irene a entamé son activisme au sein du mouvement étudiant universitaire dans les années 80 et s'est impliquée dans un centre syndical pendant plusieurs années avant de rejoindre le CUC. Elle lutte pour la défense des droits humains, de la Terre-Mère, du territoire, des éléments naturels et de l'eau. Elle œuvre également dans la quête de la vérité et de la justice face aux crimes commis pendant le conflit armé interne.

et notamment face à la catastrophe naturelle survenue au Guatemala en même temps que la première vague de la pandémie, qui touche d'abord et avant tout les communautés éloignées.

« Mais je voulais aussi dire qu'en plus de la pandémie de COVID, il y a les pandémies de corruption, d'impunité et d'appauvrissement. Toutes ces pandémies sont aggravées par des catastrophes. Les catastrophes causées par les entreprises extractives et par le réchauffement climatique. Au Guatemala, nous avons beaucoup souffert des ouragans Eta et Iota, qui ont touché le nord du territoire Maya Ixil du Guatemala et qui ont aggravé la pandémie. Il y a eu d'énormes inondations et des glissements de terrain qui ont fait disparaître des communautés. C'est une catastrophe majeure qui a touché le Guatemala dans les premiers jours de novembre (2020). Il y avait aussi une certaine idée que l'aide du gouvernement allait arriver, mais elle n'est pas venue ».

La discrimination en termes de traitement et d'accès à la santé chez les peuples et communautés traditionnelles (PCT) racisés du Brésil, selon Cláudia, fait écho aux propos précédents : « Nous sommes dans un moment très difficile au Brésil à cause du gouvernement Bolsonaro. Nous sommes à nouveau placé-e-s dans cette situation de vulnérabilité à cause du processus de vaccination. Parmi les groupes prioritaires, seulement les peuples autochtones ont été inclus dans ce processus. Au Brésil, il y a 303 peuples,

mais les peuples et communautés traditionnelles non autochtones sont exclus de ce processus de vaccination. Ainsi, une fois de plus, l'inégalité est accentuée et nous sommes placé-e-s dans une situation de vulnérabilité. C'est très compliqué. Les groupes ont fait de la résistance et ont tenté de remettre en question le devoir de l'État brésilien envers les peuples et communautés traditionnelles. Nous sommes dans la Constitution, l'État doit reconnaître cette diversité. Les peuples et communautés traditionnelles occupent 1/4 du territoire brésilien. Ce quart du Brésil représente une très grande étendue territoriale, ce qui signifie beaucoup pour le pays. Nous avons contribué directement à la conservation, à l'utilisation et à la gestion de la grande biodiversité des écosystèmes brésiliens. Il est donc nécessaire qu'ils aient un regard différencié et il est de plus en plus nécessaire de se battre pour des politiques publiques différenciées pour aider ces groupes qui sont à nouveau placés dans une situation de vulnérabilité ».

Irene, quant à elle, décrit la corruption institutionnalisée entourant l'aide d'urgence et l'hypocrisie de la gestion des mesures sanitaires par l'État. Elle montre le contraste révélateur entre les mesures de privation économique imposées aux petits entrepreneurs, et les agissements non réglementés des grandes entreprises, qui n'ont subi aucune contrainte en raison des mesures sanitaires. « Et maintenant, la pandémie de COVID arrive, n'est-ce pas ? ... Non seulement il n'y a pas eu de soutien aux communautés en termes de ce qui était proposé lorsque l'aide a été accordée (des sacs de nourriture), mais il n'y avait et il

n'y a toujours pas de soins de santé pour les cas au Guatemala. Nous avons des cas sous-enregistrés, ça fait peut-être partie de la politique du gouvernement lui-même de ne pas enregistrer les cas, or, quand ils sont intéressés à obtenir un autre prêt, ils disent qu'il y a une deuxième souche. Mais la COVID continue à être présente, et la COVID continue à être la grande affaire du gouvernement guatémaltèque ».

« Et puis vient toute la question de la santé, non seulement sans fournitures, mais aussi sans installations, sans hôpitaux, sans centres de santé. Ils ne sont pas adaptés pour faire face à l'urgence de la COVID. Mais, en outre, les centres de santé et les hôpitaux du Guatemala ont toujours manqué de fournitures. Il y avait aussi l'autre problème des médecins qui ne recevaient pas leur salaire. En d'autres termes, avec tant d'argent emprunté, qu'ils ont endetté mes arrière-petits-enfants, ou je ne sais combien de générations auparavant, et ils n'ont pas payé les salaires des médecins qui s'occupaient de l'urgence de la COVID. Le service de santé n'est pas efficace.

Disons que la pire pandémie n'a pas été la COVID pour nos peuples, mais bien la paupérisation. Les communautés appauvries, l'exclusion et la marginalisation constituent la pire pandémie. La quarantaine a affecté davantage les populations en termes d'économie, parce que quand la quarantaine a été décrétée, il y avait des restrictions pour les marchés populaires, les marchés de quartier, les marchés communaux, mais pas pour les grands marchés ».

En filigrane, les femmes interviewées nous montrent qu'elles ne sont pas dupes de cette confluence de cécité et de non-action gouvernementale envers les peuples et les mouvements qu'elles représentent. Elles assument et affirment une posture critique sur les causes structurelles et historiques de l'oppression telle qu'elle est vécue aujourd'hui, pour replacer la stigmatisation des peuples qu'elles défendent comme partie intégrante du discours

dominant sur le « développement » qu'elles opposent et déconstruisent. Martha partage sa posture, montrant l'inadéquation fondamentale entre les valeurs du capitalisme et celles des communautés paysannes et autochtones :

« Qu'est-ce que le développement pour nous ? En tant que peuples autochtones, en tant que paysan-ne-s, et pour les générations à venir ? Le capitalisme veut nous faire croire que le développement c'est avoir une belle maison, une grande maison, des voitures... avoir du patrimoine. Pas vrai ? Pourtant, nos communautés ont développé leurs propres alternatives. Bien plus que développer des savoir-faire, elles ont conservé leurs propres formes d'alimentation, leurs propres formes de connaissances dans le domaine de la santé, de l'éducation et de l'organisation politique. À chaque fois que nous résistons, nous subissons la persécution, la persécution par l'État, de mèche avec les différentes mafias capitalistes. Les hommes d'affaires, qui veulent seulement faire disparaître toute forme de résistance, en soumettant nos peuples et nos paysan-ne-s ».

Cláudia continue en ce sens, montrant la brèche qui existe entre les images projetées des peuples par la stigmatisation structurelle et leur processus réel d'autodétermination.

« Je suis d'accord que le virus est venu dévoiler l'ensemble des faiblesses du système. Je crois qu'il est également venu pour montrer et placer certains segments et groupes dans des situations de vulnérabilité. Je pense que les communautés traditionnelles ne sont pas vulnérables. Elles sont placées dans une situation de vulnérabilité ! Nous venons du Pantanal, un territoire si riche et d'une grande biodiversité, situé au cœur de l'Amérique latine. Nous sommes doté-e-s d'une culture très riche, nous sommes les descendant-e-s de peuples autochtones et africains. Vous ne pouvez pas dire que nous sommes

pauvres ! Nous avons été plongé-e-s dans cette situation principalement par l'État brésilien ».

Tout au long de la conversation, ces défenseuses ont pris position quant aux images de faiblesse projetées sur leurs peuples et communautés. Les peuples autochtones ne sont pas, ni ne se considèrent, vulnérables en soi : ils sont vulnérabilisés et stigmatisés par un système impérialiste qui ne sait les reconnaître comme gardiens naturels des territoires. Ce mode de vie, ancré dans les cosmovisions anciennes, a d'ailleurs été abordé comme étant au centre de la lutte par les femmes, à la fois comme raison et moyen de résilience.

« La Terre-Mère ne peut être ni achetée ni vendue, elle est notre vie »

La Terre sera toujours centrale à la reproduction et à la croissance de la vie. À leur tour, les femmes sont les gardiennes naturelles de la Terre, comme l'explique Irene, de par leur puissance de création reproductive. « Nous reconnaissons les racines que nous, les femmes, avons dans la lutte pour la défense des droits à la Terre-Mère, le droit au territoire, le droit à l'eau, qui représente la vie elle-même. Comme nous le disons dans nos territoires, nous défendons la Terre-Mère parce qu'elle est en quelque sorte une symbologie : comme elle, nous, les femmes, donnons aussi la vie ». C'est cette puissance créatrice, proprement féminine, trop souvent minimisée dans l'étalement de la culture patriarcale et capitaliste, qui a joué un rôle central pendant la pandémie comme par le passé, pour favoriser la cohésion, la cohérence et la survie des collectifs.

Nos interlocutrices ont toutes évoqué la valeur non marchande de la *Pacha Mama*⁵ et sa générosité inconditionnelle, ainsi que la solidarité et la mémoire des communautés qui s'est renforcée autour des activités liées au travail de la terre. C'est ainsi que les formes d'organisation et d'autosuffisance consolidées avant la pandémie, en territoire, ont permis d'aider et d'accueillir les nombreuses personnes vivant dans les zones urbaines, et de renouer avec les valeurs ancestrales de respect de la Terre. Pour Martha : « cette pandémie a dévoilé le vrai visage du

système. (...) Et nous oublions ce qui est important pour nous, c'est-à-dire la Terre-Mère, l'eau... et d'où l'eau provient. Je dis toujours aux gens de nos communautés que ce qu'elle a fait, c'est leur ouvrir les yeux et leur faire comprendre l'importance relative de l'argent, n'est-ce pas?... Je dis toujours : retournez voir à quel point la terre est importante. La terre que nous avons jetée, la terre que nous avons cessé de semer, la terre qui nous donne de la nourriture. Les gens qui sont revenus (des villes), tout le monde, se sont mis ensemble pour désherber les mauvaises herbes et en faire une terre à nouveau productive... Les gens et les communautés ont commencé à collecter la production que nous avions et à l'envoyer à nos frères et sœurs de la ville ».

Cláudia, à l'instar de Martha, fait référence à une solidarité féminine alimentée par l'amour qu'elles partagent pour la Terre-Mère. Les valeurs profondes de solidarité ont donné naissance à différentes formes d'organisation et d'échange entre les peuples pour répondre aux problèmes engendrés par la pandémie.

« Les peuples et les communautés ont commencé à se mobiliser et à devenir autonomes afin de défendre leur territoire et leur vie. Nous avons donc eu plusieurs expériences de solidarité et de dons de nourriture entre les communautés. Quand une communauté produisait davantage, elle en donnait à l'autre, qui parfois ne produisait pas cet aliment spécifique, mais qui le consommait. Nous avons eu plusieurs autres expériences de ce marché qui n'est pas le marché de la cupidité et de l'argent, mais un marché de la solidarité, de la compréhension et surtout de l'empathie... C'est sans doute grâce à la solidarité et à l'empathie que les communautés traditionnelles

ont pu et peuvent encore perdurer dans les territoires. Nous avons une grande diversité d'expériences parmi les différents peuples et communautés traditionnelles ; chaque communauté est en train de réinventer son autonomie et sa production. Nous sommes également en train de réinventer et de chercher auprès de nos ancêtres les modes de vie qui existaient auparavant, afin de pouvoir produire de la nourriture et traverser cette période en minimisant l'impact et en préservant de plus en plus la vie ».

En effet, les valeurs de solidarité ancrées dans la nature sont au cœur de la résilience des peuples vivant en territoire : elles constituent une protection contre les privations historiques perpétrées par les forces colonisatrices d'hier et d'aujourd'hui. Irène fait valoir le besoin de valoriser ces pratiques pour le bien-être qu'elles apportent depuis toujours. « Heureusement, dans les communautés, il y a des petits agriculteurs, et c'est l'agriculture à petite échelle qui nous garantit la nourriture. C'est donc là que nous avons ressenti moins de toute cette spéculation qui s'est produite une fois la quarantaine imposée, après les restrictions, après tout cela. Parce que si vous ne pouviez pas acheter, il y avait un système d'échange : "J'ai du maïs, tu as des haricots. Je te donne 4 livres de maïs, tu me donnes une livre de haricots". L'échange était important, mais aussi la solidarité. Ici, l'aide n'est jamais arrivée... C'est très important parce que cela revient à reconnaître ce que nous, organisations autochtones et paysannes, disons depuis longtemps : nous devons réclamer l'attention, les contributions, le soutien et le financement nécessaires pour notre agriculture à petite échelle et non pour les grands propriétaires terriens

toujours existants au Guatemala. Cela a donc permis de faire naître des échanges entre les régions ».

Martha a appuyé ces propos à sa façon, en évoquant l'incohérence et la non-viabilité des pratiques économiques dominantes et en réaffirmant son désir de maintenir une cohérence entre sa cosmovision et ses moyens de subsistance : « Nos principes et nos grands éléments (à savoir l'eau, le feu, la terre et l'air), nous faisons partie d'eux et ils font partie de nous. Ils nous ont permis de nous souvenir de la vie en communauté. Je pense qu'à partir de là, je me suis également convaincue de la nécessité de continuer à se soucier et à développer nos propres formes d'organisation (et de se rappeler que) le système qui nous est imposé n'est pas celui que nous avons et n'est pas celui qui nous donnera les réponses que nous cherchons ».

Tout comme la vie qui jaillit depuis la nuit des temps de la Terre-Mère, la lutte des femmes se poursuivra. Nous terminons par les paroles d'espoir de Gloria : « Cette pandémie a été très dure pour toute la paysannerie colombienne, et pour le reste, on reste sans voix. Et nous attendons et nous continuerons à attendre pour voir ce qui se passe, mais la lutte se poursuivra de notre part, de la part des femmes. Nous ne pouvons pas laisser nos enfants mourir de faim ; nous devons continuer à travailler et à nous battre ».



Balayez-moi !

Notes

1 Cet article a été rédigé à partir de l'enregistrement des échanges entre les quatre panélistes lors de l'événement « Dialogue en défense de la Terre-Mère et de la vie ». Il a été traduit de l'espagnol et du portugais vers le français par les auteures, qui ont collaboré à l'organisation, à l'interprétariat et à la facilitation de l'événement, ainsi qu'à la création de la baladodiffusion. Pour connaître plus directe-

ment la voix de ces femmes défenseuses, consultez le balado en espagnol ici : <https://soundcloud.com/user-817746336/dialogo-entre-mujeres-en-defensa-de-la-madre-tierra-y-de-la-vida>

2 Habitante-s de la province colombienne Garcia Rovira

3 Résidentes de la ville de Cerrito

4 Le páramo est un écosystème de montagne spécifique, situé en zone équatoriale, à plus de 3000 mètres au-dessus du niveau de la mer ; on l'appelle aussi écosystème alpin intertropical. La Colombie abrite 90 % des páramo de la planète, qui abritent à leur tour plusieurs mammifères en voie de disparition comme le puma et le jaguar.

5 La Terre-Mère